



CE QUI COÛTE CHER C'EST LE CAPITAL, PAS LE TRAVAIL

-0,9 % 200 50 % 36 10 %

est l'évolution du pouvoir d'achat global des ménages en 2012, sans prise en compte des dépenses contraintes (logement, transports...)

milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales pour le patronat en 2013, soit 10 % de la richesse produite en France

des bénéfices sont distribués aux actionnaires et ne sont donc pas consacrés à l'amélioration de la production

milliards d'euros c'est l'estimation minimum du manque à gagner de l'évasion fiscale. A l'échelle de l'Europe, il s'agirait de 1000 milliards

de la richesse créée passée des poches des salariés à celle des banquiers et des patrons en 30 ans.

Marchons pour une justice sociale et fiscale, contre les licenciements et l'austérité :

le 1^{er} décembre, Paris, place d'Italie

POUR S'INSCRIRE :

envoyer un mail d'inscription (nom, lieu de départ) à inscriptionfdg44@orange.fr

ou téléphoner pour Nantes au 06 84 15 49 58, 02 40 35 03 00

pour Saint-Nazaire au 06 86 00 12 37, 02 40 35 03 00.

avant jeudi 28 novembre 2013 à 18 heures.

INFORMATIONS PRATIQUES

départ de Saint-Nazaire, 7 heures, Base sous-marine, retour 23 heures

départ de Nantes, 8 heures, place de la Petite Hollande, retour 22 heures



Le 1^{er} décembre à Paris

Contre l'injustice fiscale et sociale

Marchons pour la Révolution fiscale

la taxation du capital, l'annulation de l'augmentation de la TVA

13H30 PLACE D'ITALIE

Le budget 2014 c'est plus d'impôts injustes, moins de services publics et de protection sociale : ce n'est pas supportable !

Marchons pour une révolution fiscale contre les privilèges !

Marchons pour exiger des parlementaires qu'ils ne votent pas ce budget d'austérité. Imposer un équilibre budgétaire comme le veulent les institutions et gouvernements européens est stupide et injuste. Cela mène à la stagnation économique. Il faut changer de cap. Vite un impôt progressiste et républicain !

Nous proposons de :

- **Instaurer un impôt sur le revenu progressif qui permette de réduire les inégalités** : augmenter le nombre de tranches d'imposition, augmenter les taux portant sur les revenus élevés, rétablir une vraie fiscalité du patrimoine. Les plus riches doivent contribuer à la mesure de leurs moyens.
- **Instaurer un revenu maximum** (360 000 € par an).
- **Taxer le capital au même niveau que le travail**. Les salariés ne doivent pas porter l'essentiel de l'effort fiscal ! Il faut s'attaquer au coût du capital : la part dans la richesse produite des dividendes versés aux actionnaires n'a cessé d'augmenter ces dernières années.
- **Mettre fin à la fraude fiscale des riches et des grandes entreprises** (+ de 60 milliards d'euros par an), et aux niches fiscales injustifiées.
- **Mettre fin à l'inégalité qui conduit les PME à être plus taxées que les grandes entreprises.**
- **Mettre fin aux emprunts toxiques et à la privatisation des services publics** qui étouffent la vie et les budgets locaux.

L'austérité que l'on nous promet n'est pas pour tout le monde. Elle va accélérer les licenciements et le chômage, et aggraver les inégalités :

- 400 € de perte de pouvoir d'achat pour un couple et 2 enfants !
- 70 millions d'€ pour PSA et 8 000 suppressions d'emplois
- 40 à 60 millions d'€ pour Sanofi et 900 suppression d'emplois
- 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires aux entreprises sans conditionnalité, et en contrepartie la hausse de la TVA au 1^{er} janvier pour financer ce cadeau aux licenciés !

C'est inacceptable !

